

Sous-marins à propulsion nucléaire

Nous n'avons pas de système de communications nous permettant de rester en contact avec ces sous-marins. Nous devons utiliser le système de communications américain à très basse fréquence. Cela en dit long sur des forces armées nationales dont le problème fondamental concernant la souveraineté dans l'Arctique est l'attitude des Américains à l'égard de cette région.

En ce qui a trait à l'approvisionnement en combustible, les Américains ne sont pas sûrs de pouvoir nous fournir à long terme du combustible nucléaire enrichi. Nous dépendons donc des États-Unis pour cette flotte. Aucun accord n'est intervenu là-dessus. Nous devons soit acheter notre combustible aux États-Unis, soit le produire nous-mêmes, au coût de plusieurs centaines de millions de dollars.

Nous allons dépendre des États-Unis non seulement pour le combustible, mais encore pour le système de communications nous permettant de garder le contact avec nos sous-marins. Nous allons probablement nous trouver dans une position subordonnée au sein de leur stratégie maritime.

Le coût politique de cette affaire pour les conservateurs est intéressant. Dans l'esprit des Canadiens, ce programme est nettement irrationnel. Les deux questions qui risquent le plus de retenir l'attention au cours des prochaines élections sont les sous-marins nucléaires et le libre-échange. Je reconnais que certaines personnes ne sont pas fixées en ce qui a trait au libre-échange. Elles n'arrivent pas à se faire une idée à partir des propos contradictoires qu'on leur tient. Toutefois, en ce qui concerne les sous-marins nucléaires, elles ne doutent absolument pas qu'il s'agisse d'une folle entreprise. Elles savent que d'autres programmes vont en souffrir. Il n'y a pas que le budget de la Défense nationale qui sera touché. Les membres actuels des Forces armées vont aussi pâtir. Il est bien évident que des programmes comme les pensions de vieillesse et les soins médicaux vont entrer en concurrence avec les fonds déjà réservés pour les sous-marins.

On dit que ce programme va coûter plus de 16 milliards de dollars, soit 16 milliards de dollars de possibilités perdues au Canada. On aurait pu faire beaucoup de choses avec cet argent.

C'est un très malheureux programme. Il est très mal conçu par un gouvernement qui n'a pas fait son travail. Il est de plus en plus évident, comme le prouvent des déclarations écrites de députés à leurs électeurs, que le gouvernement est incapable de justifier une dépense pareille. Le gouvernement ne peut justifier le programme. Il n'est pas relié à notre souveraineté dans l'Arctique.

Il y a de nombreuses autres façons d'assurer notre souveraineté dans l'Arctique, des façons plus efficaces et moins coûteuses que les sous-marins nucléaires.

Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'on n'arrive pas à déterminer exactement d'où viendra l'argent nécessaire. Le commandant de l'armée de terre du Canada, le lieutenant-général James Fox, a fait, par l'entremise de son état-major, un curieux commentaire au sujet du projet d'achat de 12 sous-marins à propulsion nucléaire qui coûteront 8 milliards de dollars. Les collaborateurs du général ont d'abord dit que l'acquisition des sous-marins n'aurait aucun effet sur les autres

dépenses liées à la défense. Puis, dans une déclaration contradictoire, ils ont soutenu que le Canada peut se permettre l'achat des sous-marins car 6 des 8 milliards de dollars nécessaires sont déjà inscrits dans le budget actuel de la Défense.

À votre avis, monsieur le Président, quels salaires va-t-on couper? Quelles promotions seront escamotées? Quelles ressources seront amputées? Je suis étonné de constater que mon collègue de la région d'Equimalt-Saanich, ancien membre des forces armées, puisse se tenir coi ici alors que ses frères et soeurs militaires sont aux prises avec ces coupes sombres. Je suis persuadé que la population va forcer le gouvernement à entendre raison et qu'il renoncera à ce programme insensé avant les prochaines élections sous peine d'être chassé du pouvoir.

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, avant de faire mon exposé, j'aimerais transmettre, de la part du député de Scarborough-Ouest (M. Stackhouse), certaines précisions relativement à l'article paru dans la revue *Maclean's* et auquel il a déjà été fait allusion. Le député m'a dit avoir donné une entrevue dans laquelle son point de vue était, tout comme le mien et celui de la plupart des députés de ce côté-ci de la Chambre, très positif. Nous pensons que le gouvernement fait ce qu'il convient de faire relativement à ce programme d'acquisition. Toutefois, pour une raison ou pour une autre, l'article du *Maclean's* ne renferme rien de positif, ce qui peut nous donner une idée de l'objectivité de cette publication.

La motion proposée demande que le gouvernement reporte jusqu'après les prochaines élections son programme d'acquisition de sous-marins. Selon moi, cette question a été tranchée lors des dernières élections. Je me souviens d'avoir distribué des feuillets le long de l'océan Arctique, en 1984, dans lesquels le parti conservateur énonçait sa politique de défense. Le fait que j'aie été élu avec mes 210 collègues de ce côté-ci de la Chambre semble indiquer que cette politique a reçu un accueil favorable auprès des électeurs.

À l'époque, nous avons promis de prendre les mesures voulues pour assurer la souveraineté du Canada sur son territoire, ainsi que dans ses eaux et son espace aérien. Nous voulions donner à notre personnel militaire les moyens de s'acquitter de cette tâche. Nous voulions assurer la défense des régions septentrionales du Canada qui, jusqu'alors, avaient été négligées. Cette politique avait reçu un appui sans réserve.

Les propositions du NPD voulant que le Canada se retire de l'OTAN et de NORAD ont été rejetées. La politique du parti libéral voulant que l'on laisse nos forces militaires ainsi que notre matériel de défense se détériorer a aussi été rejetée par les Canadiens. Ceux-ci se sont opposés à cette politique non seulement lors des élections de 1984 mais aussi il y a environ un an, c'est-à-dire lors de la publication du Livre blanc sur la défense nationale. À cette occasion, un appui sans réserve avait encore une fois été accordé à l'actuel gouvernement.

Si nous nous demandons: le Canada a-t-il besoin d'une marine, et si nous répondons oui, comme à peu près tout le monde ici le ferait, la question suivante est alors celle-ci: en quoi doit consister cette force navale? Qu'est-ce qui peut faire le meilleur travail pour l'argent dont on dispose?